



IL Y A
100 ANS :
LE GÉNOCIDE
ARMÉNIEN



8 MAI 1945-
8 MAI 2015
LES
OUBLIÉS DE
L'HISTOIRE



N'OUBLIONS
PAS GAZA



SYRIE :
RÉSISTANCE
ARMÉE ET
CIVILE



Différences

mrapp

N°293
Avril / Mai / Juin 2015

Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples

**L'ART
CONTRE
LA HAINE**

**ET POUR
LA PAIX**

Musée national
Picasso de Vallauris



SOMMAIRE

EDITO

3 Naufrages en Méditerranée : trop, c'est trop !

MÉMOIRE

- 4 Génocide Arménien : 100^{ème} anniversaire
- 6 Communiqué de presse du Mrap : l'ONU doit reconnaître le massacre des Arméniens comme un génocide
- 7 8 mai 1945 - 8 mai 2015 : Hommage aux « oubliés de l'histoire »

INTERNATIONAL

- 8 Le Rojava sous embargo
- 9 Nouvel an Kurde
- 10 Colloque à Paris, le 18 février 2015 : Quelle réalité pour le peuple tamoul au Sri Lanka au lendemain de l'élection présidentielle ?
- 12 Résistance armée et résistance civile, contre Assad et contre Daech
- 14 Burundi alerte : évitons le pire...
- 15 N'oublions pas Gaza
- 16 La vie de Mumia Abu-Jamal est toujours en « grave danger »

IMMIGRATION

- 17 Stop aux naufrages et disparitions de migrants en mer
- 18 Une invasion ? Quelle invasion ?

ÉCHOS DES COMITÉS LOCAUX

- 20 Formation à Lille sur les discriminations
- 21 Manifestation du 21 avril 2015 contre le racisme à Strasbourg
- 22 L'accès des jeunes à la nationalité française : une exposition du MRAP

Les banlieues et les médias : fabrique de préjugés ?

- 23 Cultivons la paix avec le mrap-vitrolles !
A la découverte du Musée national Picasso de Vallauris

Photo de couverture : ©Raphaël Bianchi

« Différences » Numéro 293

43, bd de Magenta
75010 PARIS
Tél : 01 53 38 99 99
Fax : 01 40 40 90 96

Directeur de la publication :
Jean-Claude Dulieu

Rédaction :
Jean-Claude Dulieu

Assistants de rédaction :
Dominique Deltour
M.G. Guesdon

Administratrice :
Marie-Annick Butez

Conception/Impression :
Marnat - Tél : 01 47 40 33 10

Dépôt légal :
Juillet 2007

Communiqué de presse

Paris, le 5 mai 2015

1940 : Fichage des Juifs

2015 : Fichage des enfants musulmans par Robert Ménard

Dans les années 40 le gouvernement de Vichy fichait les juifs, selon leur nom, leur confession, leurs liens familiaux, l'histoire nous a appris les conséquences de l'utilisation de ces fichiers. Aujourd'hui, Robert Ménard, élu Front National revendique le fichage des enfants musulmans de sa ville dans l'émission « Mots Croisés » sur France 2, le 4 mai 2015.

« Ces chiffres sont ceux de ma mairie... le maire a, classe par classe, le nom des enfants, je sais que je n'ai pas le droit de le faire... les prénoms disent les confessions ».

Le 5 mai il confirme ses propos auprès de Jean Jacques Bourdin sur la chaîne BFM, en établissant un parallèle entre des statistiques ethniques dans le centre pénitencier de Béziers et celles des écoles de sa ville.

Le MRAP a décidé de saisir son service juridique pour déterminer les conditions d'une action en justice contre le maire de Béziers.

Le MRAP se félicite de l'ouverture d'une enquête préalable par le procureur concernant ces déclarations ouvertement discriminatoires. Cette enquête doit conduire à la condamnation de Robert Ménard pour ses propos monstrueux qui rappellent de bien tristes souvenirs.

Au-delà d'une action en justice, le fichage ethnique dans le cadre de l'exercice de fonctions de maire, constitue un fait extrêmement grave qui devrait justifier, sur décision ministérielle, un arrêté de suspension du maire préalable à sa révocation.



**1^{er} mai
à Paris
Hommage à
Brahim
Bourama
et à toutes
les victimes de
crimes racistes**

Photos : ©Jean-Claude Saget

Naufrages en Méditerranée : TROP, C'EST TROP !

Selon le Haut-Commissariat aux Réfugiés de l'ONU, au moins 3.419 candidats à l'asile ou à la migration ont perdu la vie en 2014, en tentant de traverser la Méditerranée.

En 2015, les tragédies se suivent, se ressemblent et s'amplifient. Le naufrage du 19 avril, au large des côtes libyennes, aurait fait au moins 800 victimes (dont des femmes et des enfants), tandis que le HCR confirme deux autres naufrages avec pour bilan quelque 450 disparus.

Il faut y ajouter - le 16/04/15 - 41 disparus et 4 survivants, et deux autres naufrages le 11/02/15 - 400 à 550 disparus, plus 300 disparus et 29 personnes mortes de froid pendant leur sauvetage. Cette séquence tragique - 2 130 victimes - est la « pire hécatombe jamais vue en Méditerranée ». Un migrant y meurt en moyenne toutes les deux heures.

La Méditerranée, mer d'échanges et de brassage de peuples depuis l'antiquité, s'est transformée au XXI^e siècle - dans l'indifférence générale - en un cimetière marin le plus immense du monde. Plus de 20.000 migrants ou demandeurs d'asile - fuyant la pauvreté et les mal-gouvernances subsahariennes, mais aussi les conflits du Moyen Orient - y ont trouvé la mort.

Le MRAP partage l'infinie tristesse des familles cruellement endeuillées et leur adresse un message de profonde solidarité. Mais notre tristesse s'accompagne d'un cri de révolte car les coupables de ces crimes sont connus : certes, les passeurs sans scrupules qui utilisent le désespoir d'hommes et de femmes !

Mais, surtout, " l'Europe forteresse ", engluée dans sa cécité volontaire et sa politique d'accueil malthusienne. Des millions d'euros sont engloutis chaque année dans

des programmes sécuritaires : Frontex (Agence européenne pour la gestion des frontières extérieures) et Eurosur (outil de surveillance des frontières Sud).

Avec la complicité ou l'impuissance de gouvernements sud-méditerranéens (Libye), ou du fait d'une situation Proche et Moyenne Orientale déstabilisée par l'interminable guerre syrienne qui lance les réfugiés sur les routes du Nord, l'UE use de dispositifs de surveillance capables de détecter tout mouvement marin, mais incapables de secourir des vies humaines.

Les migrant(e)s sont les premières victimes des désordres du "Sud" où, au chômage, à l'insécurité économique et aux risques sanitaires, s'ajoutent l'instabilité politique et la corruption, avec leur cohorte de misère, de guerres fabriquées pour asseoir la domination des puissants, à la solde d'intérêts surtout occidentaux.

Mais, depuis le balcon de son égoïsme, l'Europe politique (Conseil Européen du 23 avril 2015) assiste au spectacle des bateaux qui coulent près de ses côtes, de ces corps qui se débattent dans les eaux meurtrières, de ces sacs plastiques alignés sur ses quais. Commencerait-elle à pressentir que "peut-être" il lui faut oser d'autres politiques ? La seule façon pour l'Europe de sauver son honneur lui impose de revoir radicalement ses politiques d'accueil et d'asile.

Le MRAP demande au gouvernement français de lancer d'urgence, avec ses homologues de l'UE et la Commission, en vue du prochain Conseil Européen des 25 et 26 Juin 2015, un processus d'élaboration de décisions afin de revoir radicalement les conditions d'accueil des migrants et demandeurs d'asile.

De tels drames ne doivent plus se reproduire ! Plus jamais ça !



Renée LE MIGNOT



Pierre MAIRAT



Bernadette HÉTIER



Dominique DELTOUR

GÉNOCIDE ARMÉNIEN

Pour cet anniversaire, le MRAP a décidé d'ouvrir un espace d'expression dans ce présent numéro de *Différences* avec les 3 articles suivants.

Un texte de Jean V. Guréghian

Président fondateur du « Comité du 24 Avril » (aujourd'hui CCAF)

Auteur de *Le Golgotha de l'Arménie mineure - Le destin de mon père*. L'Harmattan (1999, 2009). Traduit et édité aussi en turc (éd. Belqué, 2004) et en anglais (éd. Gomidas, 2015).

Durant le 19^e siècle, l'Empire ottoman avait perdu tous ses territoires dans les Balkans et en Afrique du Nord, et il n'était pas question pour ses dirigeants d'accepter la probable et future indépendance de l'Arménie qui se situait au cœur même de l'Empire, il fallait à tout prix stopper ce processus « peau de chagrin ». De surcroît, ce vaste pays, par sa situation géographique, empêchait les ambitions pan-touraniennes des dirigeants turcs de se réaliser. Il fallait donc, d'après une logique barbare, « vider » l'Arménie de ses habitants légitimes en la « turquifiant » et en se l'appropriant définitivement. Ainsi durant trois régimes successifs, sous Abdul Hamid, les Jeunes Turcs et Mustafa Kemal, le peuple arménien a été victime de massacres planifiés notamment de 1894 à 1922, avec son point culminant des années 1915-1918.

Dès l'émergence de la Question arménienne, en 1970, les massacres se sont intensifiés dans les provinces arméniennes de l'Empire. Mais le véritable processus d'extermination du peuple arménien débuta à Sassoun, dans ce nid de héros, lorsqu'au printemps 1894, les Sassouniotes chassèrent les Kurdes, pourtant puissamment armés, venus les rançonner pour la énième fois. Le sultan Abdul Hamid sauta sur cette occasion pour tester la réaction des Occidentaux qui açaçaient depuis un certain temps avec la Question arménienne et envoya au Sassoun une véritable armada. Les héroïques Sassouniotes devaient tout de même résister durant plusieurs semaines, avec des moyens dérisoires, contre l'armée régulière commandée par Zeki Pacha (soutenue par 40.000 Kurdes), avant de se faire massacrer. Malheureusement, les Occidentaux ne réagirent que très timidement après cette boucherie, ce qui rassura le sultan Hamid, et lui permit de planifier les massacres à grande échelle.

Deux ans (1895 et 1896) de massacres sans précédent ont transformé l'Arménie occidentale tout entière en un vaste champ de ruines. Les autres provinces de l'empire ne furent pas épargnées ni même la capitale, Constantinople, qui fut le théâtre de deux effroyables massacres. Le missionnaire allemand Johannes Lepsius mena une enquête minutieuse, au terme de laquelle il fit le bilan suivant : 2493 villages pillés et détruits, 568 églises et 77 couvents pillés et détruits, 646 villages convertis, 191 ecclésiastiques tués, 55 prêtres convertis, 328 églises transformées en mosquées, 546.000 personnes souffrant du dénuement le plus complet et de la famine... et il rajoute : Ces chiffres sont le résultat de mes recherches personnelles ; ils ne correspondent pas à la réalité des faits, réalité bien plus épouvantable encore ! Compte tenu des 300.000 personnes tuées, des 50.000 orphelins, de la misère, de la famine et de l'émigration, la population arménienne de l'Empire ottoman diminua de plus d'un demi million d'âmes.

En 1909 les massacres reprennent en Cilicie. Cette fois, ce sont les Jeunes Turcs, à peine arrivés au pouvoir. Les Jeunes Turcs se montrent les dignes héritiers du sultan rouge. Il ne manquera rien à leur panoplie des cruautés. Pourtant le pire était encore à venir car, profitant de la Première Guerre mondiale, le gouvernement Jeune Turc mit sur pied un plan d'anéantissement total des Arméniens, avec une nouvelle méthode terriblement efficace... la déportation ! L'allié allemand soutiendra cette méthode. Dès le 24 avril 1915, dans la capitale et dans les provinces, on arrêta tous les intellectuels et dirigeants arméniens. Ils seront tous torturés et assassinés sur le chemin de la déportation. À la faveur de la mobilisation générale, on exécuta les 250.000 soldats arméniens et la population mâle, puis on déporta vers les déserts de Syrie le reste de la population composée de vieillards, de femmes et d'enfants. Ces déportations se transformèrent rapidement en « marches de la mort ». La plupart furent massacrées ou périrent d'épuisement, de faim et de soif avant même d'arriver dans les camps de concentration situés autour de Deir ez-Zor. De nombreuses femmes, et jeunes filles furent enlevées, beaucoup d'entre elles se suicidèrent. À Deir ez-Zor, les tueurs de l'« organisation

spéciale » et des brigades de tchéchénes seront chargés d'exterminer les survivants. Beaucoup seront attachés ensemble et brûlés vifs. Au total, sur les 2.250.000 sujets arméniens de l'Empire ottoman en 1914, les deux tiers périrent durant la seule période de la Première Guerre mondiale.

Les dirigeants Jeunes Turcs pensaient que même en perdant la guerre, ils réussiraient à se débarrasser définitivement de la Question arménienne. La preuve, Mustafa Kemal a transformé la défaite de 1918 en victoire, en chassant les survivants arméniens. Il s'appropriâ tous les biens nationaux et individuels des Arméniens et imposa les frontières actuelles de la République Turque sur les ruines de l'Arménie. D'ailleurs, au moment même où le président américain W. Wilson traçait, par un document officiel, la future frontière entre l'Arménie et la Turquie, selon la mission qui lui avait été confiée au Traité de Sèvres de 1920, Kemal écrasait la toute nouvelle République d'Arménie, dans un bain de sang, pour annuler toute contrainte de frontière imposée par ce traité et pour gratter encore quelque 20.000 km² (autant que la surface de l'Etat d'Israël) à l'ancienne Arménie russe. Ce qui lui fut acquis et entériné par Lénine aux traités de Kars et de Moscou. Quant au Nakhitchevan, les Turcs le rendirent aux Soviétiques à condition qu'ils ne le restituent pas aux Arméniens mais à l'Azerbaïdjan et en y gardant un droit de veto.

Les Arméniens seront massacrés pour la dernière fois à Smyrne, avec les Grecs, en septembre 1922. Il s'ensuivra une vague d'émigration sans précédent qui formera la diaspora actuelle, et la majeure partie d'un vaste pays, trois fois millénaire, sera rayée de la carte.

De nombreux pays, dont la France, ainsi que l'ONU, le Parlement Européen et le Tribunal des Peuples ont reconnu officiellement le Génocide arménien. Néanmoins, son impunité a laissé et laisse encore la porte ouverte à d'autres génocides. Le 22 août 1939, avant d'attaquer la Pologne, Hitler n'aurait jamais dû pouvoir inciter ses généraux à la barbarie et se justifier en disant : « Qui de nos jours parle encore de l'extermination des Arméniens ? »



Les Arméniens - le premier génocide d'un siècle qui allait, hélas, en voir beaucoup d'autres.

Un texte d'Antoine Bagdikian

Président de l'Association Nationale des Anciens Combattants et Résistants Arméniens

Les populations chrétiennes, dont les Arméniens représentent une large majorité, ont subi pendant quatre siècles le joug ottoman du peuple dominant : la fonction publique et d'autres secteurs leur étaient interdits : les enfants mâles étaient arrachés de leur famille pour constituer des corps de soldats, les jeunes filles alimentaient les harems... L'Europe, émue, intervenait auprès des autorités ottomanes et signait même des Traités pour l'amélioration du sort des chrétiens mais cela n'entraîna pas d'amélioration. Pire, cela provoqua une fièvre nationaliste grandissante, amplifiée par le fait que des pays dominés depuis des siècles se libèrent les uns après les autres. L'armée ottomane fut humiliée quand la Grèce se libéra par les armes.

Les premières exactions du Sultan Abdul Hamid, excédé par les pressions occidentales qui souhaitaient que l'Empire ottoman adoptât des réformes pour améliorer le sort lamentable des populations chrétiennes, firent 300 000 victimes arméniennes. Toute la classe politique française s'insurgea contre cette élimination brutale. Jean Jaurès écrivit : « L'humanité ne peut pas vivre avec le cadavre du peuple arménien assassiné dans sa cave ». Anatole France, Georges Clémenceau,

Francis de Pressensé, Georges Duhamel, Romain Rolland, Emile Verharen, Aristide Briand, Denys Cochin, Paul Painlevé, et tant d'autres réagirent en qualifiant le sultan de « Grand Saigneur » ou de « Sultan rouge ». Ce fut la première étape du désastre des Arméniens.

1909

Un gouvernement ottoman appelé « Jeunes Turcs », renversa le sultan sanguinaire et suscita l'émotion et l'espoir des Chrétiens de l'Empire ottoman. Mais en 1909, la rage nationaliste se développa de nouveau et ce gouvernement déclencha les massacres d'Adana qui firent 30 000 victimes. Ce fut la deuxième étape de l'élimination des Arméniens. L'Amiral Louis Pivet fit accoster son escadre de la Méditerranée sur les plages au large d'Adana, et permit l'évacuation des rescapés arméniens de Marache, Haddjin, Aïntab... Ce fut la première intervention militaire et humanitaire française.

24 avril 1915

Profitant du chaos de la 1^{ère} Guerre mondiale, un plan dûment ourdi par Talaat (ministre de l'Intérieur), Enver (ministre de la Guerre) et Djemal (ministre de la Marine) entraîna l'élimination, dans la nuit du 24 avril 1915, de 600 intellectuels d'Istanbul, puis l'assassinat des hommes par petits groupes, séparés de leur famille, et enfin la déportation et le massacre programmés des populations restantes composées de femmes, d'enfants

et de vieillards. C'est ainsi que disparurent dans la phase ultime du génocide, 1 500 000 Arméniens, 300 000 Grecs pontiques, 250 000 Assyro-Chaldéens et 100 000 Syriens chrétiens.

Les nombreuses interventions restèrent vaines tant la haine destructrice était forte. L'ambassadeur des Etats-Unis, Henry Morgenthau, de confession juive, protesta sans suite, et se décida même à racheter la survie d'une poignée d'Arméniens auprès de Talaat. Celui-ci lui répondit : « Pourquoi voulez-vous dépenser tant d'argent pour sauver des Arméniens ? De toute façon, nous devons tous les tuer pour ne pas craindre la vengeance des survivants ! ». Tous les ordonnateurs du génocide furent condamnés à mort par un tribunal ottoman en 1920. Ils s'enfuirent en Allemagne et c'est à Berlin qu'un justicier arménien, Soghomon



De gauche à droite : Djemal, Talaat et Enver, les artisans bouillants du génocide arménien.

Tehirian abattit Talaat en 1921. La justice allemande le jugea et le remit en liberté devant l'immensité des crimes et la destruction totale de la famille Tehirian.

La République turque de 1923, créée par Mustapha Kemal Atatürk paracheva le travail d'épuration ethnique de ses prédécesseurs en massacrant les Alévis du Dersim, en écrasant de charges les populations non turques : le *Varlik Vergisi*, impôt raciste de 220 % pour les Arméniens, 180 % pour les Juifs, 160 % pour les Grecs... contre 5 % pour les Turcs ! Ce fut alors l'exode et l'émigration dans les pays occidentaux des derniers survivants du génocide. Nous en sommes les enfants ! Après ces différentes phases de l'élimination, la population chrétienne de 30 % dans les années 1915, est passée à 0,01 % dans la Turquie actuelle !

Les survivants et leurs descendants commémorent le 100^e anniversaire du premier Génocide du XX^e siècle.

100^{ème} anniversaire :

l'ONU doit reconnaître le massacre des Arméniens comme un génocide



Des wagons de déportés, déjà...

Le samedi 24 avril 1915, à Constantinople, capitale de l'empire ottoman, 2345 Arméniens appartenant à l'élite intellectuelle sont arrêtés et exécutés sur ordre du gouvernement. Le ministre de l'Intérieur Talaat Pacha envoie un télégramme à la direction du parti des Jeunes Turcs à Alep : « Le gouvernement a décidé de détruire tous les Arméniens résidant en Turquie. Il faut mettre fin à leur existence, aussi criminelles que soient les mesures à prendre. Il ne faut tenir compte ni de l'âge ni du sexe. Les scrupules de conscience n'ont pas leur place ici ».

C'est le début d'un génocide, le premier du XX^e siècle. Il va faire entre 1,2 et 1,5 millions de victimes, massacres,



déportations, famines, soit les 2/3 de la population arménienne de l'empire turc et conduire les survivants sur le chemin de l'exil. Au même titre que les Arméniens, les Turcs ont exterminé toutes les autres communautés chrétiennes présentes dans cette région de l'ancienne Mésopotamie, aujourd'hui à cheval sur la Turquie et l'Iran : 500 000 à 750 000 Assyriens représentant 70 % de la population de l'époque, environ 350 000 Grecs pontiques, sont massacrés de la même manière.

Comme les nazis, Le gouvernement ottoman s'emploie systématiquement à éliminer toute preuve du génocide : les photographies des convois de déportés sont interdites, les missionnaires sont empêchés d'apporter nourriture, eau, vêtements aux rescapés, la censure officielle interdit aux médias de faire mention des massacres.

Ce génocide avait eu des précédents : entre 1894 et 1896, comme les Arméniens réclament des réformes et une modernisation des institutions, le sultan en fait massacrer 200.000 à 250.000. Un million d'Arméniens sont dépouillés de leurs biens et quelques milliers convertis de force. Des centaines d'églises sont brûlées ou transformées en mosquées... Rien qu'en juin 1896, dans la région de Van, au cœur de l'Arménie historique, pas moins de 350 villages sont rayés de la carte.

Après le crime, vient le temps de sa négation : la République turque refuse de reconnaître l'existence du génocide arménien et qualifie les événements de 1915-1916 de « *Sözde Ermeni Soykırımı* » (« *prétendu génocide arménien* »). Parler du génocide est passible de peines de prison.

Aujourd'hui, le génocide arménien n'est reconnu que par 21 pays, dont la France en 2012.

Pour le MRAP, l'apologie ou la négation du crime est intolérable en ce qu'elle prolonge et perpétue le crime lui-même. Il est nécessaire de mettre fin au négationnisme quel qu'il soit car il laisse ouvert le champ à d'autres crimes contre l'humanité. C'est la reconnaissance des responsabilités passées qui rend possible l'indispensable réconciliation des peuples.

C'est pourquoi, le MRAP souhaite que le centième anniversaire du génocide arménien soit l'occasion pour les Nations Unies d'intervenir en faveur de cette reconnaissance. Le MRAP appelle à participer à la commémoration qui aura lieu le 24 avril à Paris à 18 h sur les Champs Élysées à partir de la rue Balzac.



La définition d'un génocide

Photo : © Arthur Leipzig, 1951

Raphaël Lemkin est un juriste polonais qui forge en 1943, le terme et le concept de génocide, et le fait valoir d'abord au tribunal de Nuremberg, puis à l'ONU en 1948. Il forge en 1943 le terme de **GÉNOCIDE**, en associant le mot « *génos* », lignée, famille, clan, groupe, race, en langue grecque ancienne et le suffixe « *-cide* », du mot latin *caedere* signifiant tuer. Il imposa au monde entier le terme de « **GÉNOCIDE** », crime imprescriptible, pour décrire ce qu'a été le « massacre » des Arméniens.



8 mai 1945 – 8 mai 2015

Hommage aux « oubliés de l'histoire »

Le 8 mai 1945 était signée la capitulation sans condition de l'Allemagne nazie. Après 60 à 80 millions de morts dont 45 millions de civils, plus de 4 millions de victimes des camps de la mort, dont 6 millions de Juifs et des centaines de milliers de Tsiganes; plus de 4 millions de victimes assassinées dans les camps de concentration - les peuples étaient « venus à bout de la bête immonde ».

A l'heure où la gangrène raciste se développe de façon alarmante dans notre pays, où les idéologies d'extrême droite prospèrent dans de nombreux pays européens, les organisations soussignées appellent à commémorer la mémoire des combattants « venus d'ailleurs », qui ont donné leur vie pour la libération de la France. Ils venaient des anciennes colonies, Maghreb ou

Afrique noire ; ils étaient immigrés polonais, hongrois, arméniens ; ils avaient déjà combattu le fascisme en Italie, en Allemagne ou en Espagne. Ils sont les « oubliés de l'histoire » à qui il est un devoir de rendre hommage pour le présent et pour l'avenir.

Les organisations soussignées ont appelé à un rassemblement d'hommage à ces « étrangers et nos frères pourtant » à Paris le vendredi 8 mai 2015 face au 38, quai Henri IV (métro Sully Morland) devant la plaque apposée par le Général De Gaulle en l'honneur des combattants étrangers qui ont payé de leur sang le prix de notre liberté.

Signataires :

MRAP, ACDA (Agir pour le Changement et la Démocratie en Algérie), ACER (Amis des Combattants en Espagne Républicaine), ADTF (Association Démocratique des Tunisiens en France), AMF (Association des Marocains en France), APCV (association de promotion des cultures et du voyage), ARE de la RP (Amis des Républicains Espagnols de la région

parisienne) ATF (Association des tunisiens en France) et associations affiliées en Ile de France (Espace Farabi, IDEAL92, ATF-75), ATMF, (Association des Travailleurs Marocains en France), Femmes Plurielles, FETAF, (Fédération des Travailleurs Africains en France), FPCR (Fédération des Tunisiens pour une Citoyenneté des Deux Rives), IDD



(Immigration, Développement, Démocratie) et d'autres associations du FALDI (Forum des Associations des Luttes Démocratiques de l'Immigration), Manifeste des Libertés, UTIT (Union des Travailleurs Immigrés Tunisiens), REMCC (Réseau Euro-Maghrébin Citoyenneté et Culture), Sortir du Colonialisme.



LE ROJAVA sous embargo

Newroz, Nouvel An kurde, à proximité de Kobanê et à Diyarbakir : récit de voyage



17 mars 2015 : des milliers de Kurdes traversent en klaxonnant la petite ville frontalière kurde de Suruç en Turquie, pour se rendre sur la frontière entre le Kurdistan turc et le Kurdistan syrien et fêter Newroz, le Nouvel An kurde. En face, à moins de 2 kilomètres : Kobanê, la ville déjà devenue mythique pour sa résistance contre les barbares de Daesh. Les militaires turcs gardent la frontière fermée. Seuls des gens avec un passeport syrien peuvent passer, mais sans retour.

Depuis que la résistance kurde a chassé l'État islamique, 50 000 des 200 000 réfugiés sont rentrés dans le canton de Kobanê. Des journalistes ne peuvent plus passer la porte frontière officielle de Mursitpinar pour aller à Kobanê. « Parce que ce que vous écrivez, c'est négatif pour la Turquie », a déclaré le responsable presse de la préfecture de Urfa (une autre ville frontalière) aux reporters des médias turcs et internationaux présents sur place.

C'est vrai que l'État turc est montré du doigt, parce qu'il a abandonné à leur propre sort les Kurdes du Rojava (la région autonome kurde en Syrie) et particulièrement à Kobanê quand les YPG et YPJ (Comités de Défense du Peuple et Comités de Défense des Femmes) se battaient contre Daesh.

Pire : la Turquie avait décidé de fermer la frontière pour les combattant(e)

s kurdes tandis que les terroristes de l'État islamique traversaient sans être embêtés la frontière à Gaziantep ou à Urfa dans les deux sens. L'attitude de l'État turc pendant le « Kobanigrad » (comme on appelle la bataille de Kobanê) énerve même les États-Unis, principal allié de la Turquie au sein de l'OTAN.

Gagné malgré l'État Turc

La co-maire de Suruç, Zuhai Ekmez, du Parti pour la Paix et la Démocratie (BDP), ne cache pas sa colère : « Nous voulons un corridor du Kurdistan turc vers Kobanê. Depuis deux ans, Kobanê est resté isolé. Nous voulons que de l'aide humanitaire, mais aussi des armes puissent être livrées à la population et aux combattant(e)s de Kobanê, parce que bien que Daesh ait été repoussé à 40 kilomètres de la ville de Kobanê, tout reste possible. L'État turc n'a rien fait pour nous aider. Nous avons gagné la guerre à Kobanê malgré la Turquie. »

La partie sud de la ville de Kobanê est entièrement détruite. La partie ouest pas entièrement, mais personne ne peut y vivre pour l'instant. L'Association Rojava, qui coordonne toute l'aide locale et internationale, envoie environ quinze camions par semaine à Kobanê remplis de secours humanitaires. L'État islamique, avant de se retirer, a miné la plupart des maisons de la ville et des villages aux alentours ; et ces deux derniers

mois, environ quarante personnes ont trouvé la mort à cause de ces mines. Il reste encore des cadavres des hommes de Daesh sous les décombres et, avec la chaleur de printemps, ils commencent à se putréfier avec un risque d'épidémie. Malgré l'énorme mobilisation de la communauté kurde et l'immense espoir qui est né après la victoire des combattant(e)s kurdes à Kobanê pour défaire Daesh, la situation reste très difficile.

Vers Kobanê à travers un champs de mines

Puisqu'on ne peut pas aller à Kobanê par la porte frontière, nous attendons quelques jours et nuits pour y accéder par une route clandestine. Les Kurdes sont bien organisés. Un groupe peut traverser seulement si la traversée est sécurisée. Le plan est assez sportif et malgré tout risqué : on nous emmènera à un village et ensuite on traversera la frontière au milieu de la nuit.

Il faut courir vite les premières centaines de mètres pour éviter les véhicules militaires turcs, ensuite sauter un barbelé et traverser un champ de mines, avec des passeurs bien entendu ! Un groupe de dix personnes qui attendaient depuis deux semaines déjà à Suruç a traversé la frontière de cette manière. Nous-mêmes avons dû renoncer faute de temps. Si arriver à Kobanê est une galère, en revenir est encore plus compliqué... nous ont prévenus nos passeurs.

Kobanê sous embargo

Une délégation belge qui voulait se rendre dans la ville kurde de Qamishlo au Rojava, pas loin de la frontière turco-irakienne, a aussi dû renoncer. Cette fois à cause du parti kurde conservateur PDK (Parti démocratique du Kurdistan) de Barzani qui domine le Kurdistan irakien. Des combattant(e)s kurdes luttent en première ligne contre les commandos de Daesh, ils font le sale boulot sous les yeux du monde entier, des milliers de jeunes Kurdes meurent ou sont blessés dans la lutte contre l'État islamique, ils payent un lourd tribut pour leur combat et quelle est leur récompense ? Dans le Nord, la frontière avec la Turquie est toujours fermée. Il n'y a toujours pas de corridor pour livrer des armes antichars à la Résistance.

À l'Est, les Kurdes irakiens mettent des bâtons dans les roues parce que apparemment ils sont jaloux que les Kurdes turcs et syriens du PKK (Parti des Travailleurs du Kurdistan) et du PYD (Parti de l'Union Démocratique) progressent, tandis que, eux, particulièrement leurs forces armées, les Peshmergas, se sont retirés de la région kurde irakienne de Shengal en août dernier alors qu'ils auraient dû protéger ses populations, notamment les Yézidis, contre les attaques de Daesh. À l'Ouest et au Sud, les gangs de l'État islamique se montrent toujours menaçants.

Bombardements pas indispensables

Même si les bombardements aériens de « l'Alliance » en Syrie ont contribué à ce que Kobanê ne tombe fina-

lement pas dans les mains de Daesh, les dirigeants militaires kurdes sont formels : « Ces bombardements nous ont aidés, mais si on avait eu des armes antichars, les bombardements n'auraient pas été nécessaires. Ce qu'il nous faut, c'est un corridor pour apporter des armes antichars. Ce corridor est aussi nécessaire pour sécuriser la population civile. Si nous disposions de ces armes, les bombardements ne seraient plus nécessaires. C'est la lutte sur le terrain qui a défait Daesh, pas les bombes qui sont tombées du ciel. »

21 mars 2015 : Newroz à Diyarbakir

Quand nous entrons à Diyarbakir, la capitale du Kurdistan turc, quelque chose a disparu. Depuis ma première visite dans cette ville en 1995, on ne pouvait pas le rater : un énorme calicot sur un grand pont avec l'inscription « La Turquie : une nation, un peuple, un drapeau ». Aujourd'hui ce slogan a disparu, il a été remplacé par de grands panneaux officiels de la mairie : « Newroz pîroz be », « Bienvenue au Nouvel An », en langues kurde et turque. Il y a cinq ans encore, un maire kurde aurait été jeté en prison pour cela.

Difficile à décrire la fête de Newroz elle-même. En 1996, 1997 et 1998, j'ai filmé ici des manifestations interdites avec une caméra interdite pour une télévision interdite. En 1999, j'ai passé Newroz dans une cellule de la police de la ville de Mersin. En 2000, Newroz a été autorisé, mais 10 kilomètres en dehors de la ville et fortement censuré. Aujourd'hui, des millions de Kurdes fêtent les victoires de Shengal et de Kobanê et écoutent en applaudissant la dernière proposition politique

d'Abdullah Öcalan, le dirigeant du PKK, toujours détenu dans l'île-prison d'Imrali : la fin de la lutte armée votée par un congrès du PKK, à condition que l'État turc garantisse l'élargissement des libertés démocratiques, entérine le « processus de pourparlers de paix » supervisé par des personnalités indépendantes et accepte un comité « Vérité et Réconciliation » sur le modèle de celui de l'Afrique du Sud post-apartheid.

Des caméras interdites aux caméras sur grue

Des caméras sur grue filment tout. La fête politique est transmise en direct par des dizaines de télévisions partout en Turquie. Les Kurdes n'ont plus besoin de ma petite caméra. Tant mieux. Les discours sont surtout en langue kurde. La victoire de Kobanê est d'une portée historique et le moral est au zénith. La nation kurde est plus forte que jamais. Le concept stratégique du PKK pour un confédéralisme démocratique est la proposition la plus moderne qui circule aujourd'hui dans toute la région. C'est une alternative concrète au concept caduc d'État-nation.

Avec la dernière proposition de paix d'Abdullah Öcalan, de nouveau les Kurdes tendent la main à l'État turc pour une solution politique de la question kurde. Dans une région qui est plus que jamais déchirée par la guerre, la destruction et les massacres, ce n'est pas un petit détail. L'État turc à tout intérêt à saisir cette main tendue et à commencer de vraies réformes. Aujourd'hui. Pas demain.

Chris Den Hond



Nouvel an Kurde

À Paris, le MRAP était représenté par Renée Le Mignot à la fête du "Newroz" (Nouvel An kurde, symbole de la résistance). En remerciement du soutien infatigable du MRAP depuis plus de 20 ans, une plaque lui a été remise par le Président du Conseil démocratique Kurde en France, "au nom du peuple kurde".



Colloque
Paris, le 18 février 2015

Quelle réalité pour le peuple tamoul au Sri Lanka au lendemain de l'élection présidentielle ?

Un colloque sur ce thème s'est tenu le 18 février à l'Assemblée nationale, à l'invitation de Marie-Georges Buffet, présidente du Groupe d'études sur le Peuple tamoul de l'Assemblée nationale. Nous en donnons ici un aperçu.

Le Groupe d'études veut faire connaître le combat des Tamouls, au Sri Lanka et en France, pour le respect de leurs droits et leur liberté. Depuis 2009, leurs souffrances perdurent et la situation des droits de l'homme est préoccupante au Sri Lanka. La population tamoule est plongée dans la précarité, notamment les 80 000 veufs et veuves de guerre. 60 000 Tamouls du Sri Lanka vivent en France, mais la situation de ce pays reste trop peu connue. Le groupe d'études tend à montrer ce qui se passe au delà de l'image du paradis touristique que serait le Sri Lanka. Il souhaite que la France agisse aux niveaux européen et international, notamment pour qu'une enquête décidée par les Nations Unies soit réellement effectuée.

En 2009, une politique d'extermination massive de la population civile a été mise en oeuvre : on compte 80 000 tués, 146 679 disparus. 50 % de la population est exilée. En 2012, Ban Ki Moon a admis que les Nations Unies avaient échoué dans leur devoir de protéger les civils. Des crimes de guerre, des crimes contre l'humanité ont été commis, des violations du droit se poursuivent à l'heure actuelle. La région est militarisée : sur 19 divisions armées, 16 se trouvent dans les provinces du nord.

Les terres des Tamouls sont accaparées : colonisation et cinghalisation ont pour objectif de modifier la démographie de la région. Des témoignages de torture et d'abus sexuels sur les prisonniers politiques de la part de l'armée, la police et les groupes paramilitaires ont été réunis. Le 8 janvier, un nouveau Président, Maithripala Sirisena, a été élu. Le Conseil des droits de l'homme de l'ONU, qui devait rendre un rapport en mars, a alors décidé de reporter sa publication de six mois.

M. K. Sivagilingam, membre du Conseil provincial du Nord pour le district de Jaffna a rappelé l'histoire des discriminations contre les Tamouls depuis l'indépendance, le début de la lutte armée et, en 1976, la déclaration de Vadukodai pour un Etat indépendant. Les discriminations et les massacres continuant, la lutte armée s'est intensifiée. Malgré l'intervention de l'Inde, des accords de paix en 2002, la proposition par le LTTE d'une autorité intérimaire pour une structure fédérale, la guerre a continué jusqu'en 2009.

Le gouvernement sri lankais a alors utilisé des armes interdites par les conventions internationales et commis d'autres crimes. Six ans après, justice n'est pas rendue et il n'y a pas eu d'enquête officielle. Les déplacés de 2009 n'ont pas retrouvé leur maison, ou elle a été détruite. Il y a plus de 100 000 déplacés à l'intérieur du pays actuellement. Lors des élections présidentielles, les Tamouls ont voté massivement, espérant un changement. Mais un mois après, ils sont déçus.

Une semaine après son élection, le nouveau président a accordé une amnistie à l'ancien général S. Fonseka mais pas aux prisonniers politiques. Il n'a pas donné de nouvelles des milliers de disparus, 100 000 ha de terre colonisés ne sont pas restitués et il y a toujours un checkpoint sous contrôle militaire entre le Nord et le Sud du pays. L'armée de l'air, l'armée de terre, la marine, ont des droits de police pour gérer la vie quotidienne du peuple tamoul au nord et à l'est.

Le 10 février 2015, le conseil provincial du Nord a adopté une résolution appelant à une enquête internationale sur le génocide commis contre les Tamouls par les gouvernements successifs depuis 1948. Les élus demandent aux Nations Unies d'envoyer des enquêteurs au Sri Lanka et de protéger les témoins pendant les six mois qui vont précéder la publication du rapport. Les Tamouls ne font pas confiance aux investigations internes et ne croient pas que le gouvernement actuel cherchera une solution politique.

Les seules propositions qu'un gouvernement sri lankais ait acceptées ont été faites sous la pression de l'Inde en 1987 : il faut une pression extérieure. Les élus demandent à la communauté internationale d'être des facilitateurs. Ils préconisent un



système fédéral et un referendum si le gouvernement du Sri Lanka n'est pas d'accord.

R. B. Abeywardane, journaliste cinghalais exilé pour ses positions politiques, insiste lui aussi sur la qualification de génocide structurel des crimes commis par l'Etat sri lankais depuis 1948 jusqu'à aujourd'hui : ce n'est pas seulement l'annihilation d'une partie de la population, mais un processus visant à détruire la vie collective, la base de l'existence du peuple sur sa terre. Il oppose la résolution du Conseil provincial sur les états successifs du système qui depuis 1948 détruit les bases d'une nation, à une résolution des Nations Unies basée sur des crimes commis par certaines personnes sur une certaine période, limitée à des atteintes physiques.

En reportant la publication du rapport, l'ONU pense donner du temps à l'Etat, mais le peuple dit qu'il vit un génocide au sujet duquel il veut une enquête internationale.

En 2009, la communauté internationale savait ce qui se passait et préférerait rester silencieuse en attendant que cela finisse, mais la diaspora tamoule a été présente dans les rues.

Aujourd'hui, la communauté internationale est divisée à cause du problème géopolitique : la Chine a développé sa présence au Sri Lanka où elle se trouve en concurrence avec les USA. Le nouveau président fait plaisir aux puissants et néglige la Chine : l'Occident lui accorde du temps. Dans l'avenir, il y aura probablement une négociation et les Tamouls devront peut-être accepter une solution qui ne sera pas durable. Ceux qui luttent pour le respect des droits humains doivent s'efforcer de garder le problème tamoul à l'ordre du jour. Sinon, il sera oublié.

Thierry Jacqmin est l'un des avocats qui accompagnent les demandeurs d'asile déboutés devant la CNDA. Leurs dossiers sont des témoignages des crimes commis, dans le passé et aujourd'hui.

Le pays n'est pas en paix, il y a toujours des opérations criminelles assimilées à des opérations de guerre, la colonisation et l'accaparement des terres sont des réalités, le favoritisme envers l'ethnie cinghalaise est une réalité. Les pêcheurs décrivent les facilités accordées aux cinghalais pour pratiquer leur métier, alors que les Tamouls sont empêchés de travailler. Beaucoup sont expropriés par des militaires. Quelques cérémonies de remise de terres ont été organisées, mais c'est un rideau de fumée.

Le gouvernement sri-lankais ne veut pas du rapport de l'ONU, il ne veut pas que des responsabilités soient établies. Des zones sécurisées ont été bombardées après l'arrivée de personnes qui cherchaient protection : ce sont des actes contraires au droit de la guerre et le rapport devrait le montrer. Le génocide structurel est incontestable, mais le génocide tel que défini au plan juridique est suffisant pour obtenir une condamnation. Le nouveau président a exercé des fonctions dans les gouvernements de son prédécesseur M. Rajapakse. Dans le cadre de la campagne électorale, il n'a pas manifesté la volonté de reconnaître ce que le peuple tamoul a vécu depuis des décennies, il n'a pas la volonté de tourner la page, de supprimer les dispositions législatives antiterroristes, il n'a pas annoncé d'amnistie. Il ne faut pas se laisser abuser par les apparences. En France, la CNDA dans ses décisions s'est toujours gardée de qualifier de génocide ce qui s'est passé au Sri Lanka. C'est

Le lourd bilan de la guerre

La guerre civile du Sri Lanka a été très coûteuse en vies humaines, tuant plus de 80 000 personnes dont 27 639 tigres tamouls, 21 066 soldats sri-lankais, 1 000 policiers sri-lankais, 1 500 soldats indiens et des dizaines de milliers de civils. L'ONU estime fin mai 2009 que le conflit a fait au total entre 80 000 et 100 000 victimes. De février à juin 2009, environ 4 000 personnes blessées par la guerre ont subi des interventions chirurgicales.

Source : Wikipedia

une erreur fondamentale : aucun pays qui a vécu ce que Le Sri Lanka a vécu ne peut s'en sortir sans cette reconnaissance. Mais actuellement, pas une audience de la CNDA ne se termine sans qu'il soit dit "le pouvoir a changé, il n'y a plus de problème".

Marie-George Buffet conclut sur le fait qu'il est important de donner à voir la réalité d'aujourd'hui, que la France et l'Union Européenne s'honoreraient de porter les exigences des Tamouls auprès de l'ONU et du gouvernement sri lankais. Elle évoque plusieurs pistes d'action : élaborer une résolution pour la reconnaissance du génocide, pour une consultation pour aller vers un Etat fédéral, des recommandations concernant l'attitude du gouvernement français dans le cadre des relations économiques, le financement d'ONG, ainsi qu'une saisine du Ministère des Affaires étrangères et du Garde des sceaux au sujet des refus du droit d'asile aux réfugiés tamouls. Il faut élargir la prise de conscience en France, pas seulement de l'histoire, mais aussi de la situation présente et casser l'image du paradis touristique sri lankais.

Marie-Geneviève Guesdon



Réfugiés tamouls dans la province du Vanni déplacés suite à l'attaque de l'armée Sri-Lankaise © troklineochchi - Wikipedia



Manifestation de l'opposition au régime de Bachar El Assad à Damas © shamsnn - Wikipedia

Résistance armée et résistance civile, contre Assad et contre Daech.

Le collectif « Avec la révolution syrienne »¹ avait invité le 18 avril Salam Kawakibi, directeur adjoint de Arab Reform Initiative, Shadi Abu Faker, un des fondateurs des coordinations de quartier de Damas, réalisateur, et Mariah al Abdeh, directrice exécutive de Women now (Soryiat For Development) pour un échange sur le thème des résistances armées et civiles, sur deux fronts : contre Assad et contre Daech, alors que l'on vient d'annoncer le chiffre de 220 000 morts, et que des dizaines de milliers ne sont probablement pas déclarés.

Pour Salam Kawakibi, si la majorité des groupes combattants sont aujourd'hui islamistes, ils ne sont pas tous djihadistes. EIL n'a jamais, ou très peu, combattu le régime et le régime ne l'a jamais combattu. Le camp palestinien de Yarmouk a été encerclé deux ans par le pouvoir syrien. Daech y est entré, a

tué des rebelles et le régime a commencé à bombarder, ciblant les civils, quand Daech s'est retiré. Le Front al-Nusra est membre d'al-Qa'ida, mais sa situation est complexe. Ces deux groupes ne sont structurés que dans des zones précises. Dans le sud, il y a des avancées des forces rebelles non djihadistes, qui sont présentes aussi au nord. Les groupes qui se réclament de l'ASL - qui n'a plus de réelle direction hiérarchique - ne coopéreront pas avec al-Nusra tant que celui-ci entretiendra des relations avec al-Qa'ida. Pour comprendre la situation, il faut savoir que la Syrie n'a jamais connu la laïcité. Un enseignement religieux obscurantiste a été favorisé pendant 40 ans, et les pratiques religieuses permettaient de contrôler la société. Des Syriens ont adhéré à des groupes islamiques, comme Ahrar al-Sham, non par conviction idéologique, mais parce qu'ils ne recevaient plus rien dans l'ASL. S. K. n'est pas pessimiste sur la composition des groupes armés : quand il y aura un leadership politique, une aide réelle des amis du peuple syrien, une solution

politique en projet et une armée nationale pour faire face aux terroristes, ces groupes changeront. Pour le moment, les Syriens ont à combattre l'EIL et le régime.

Shadi Abu Fakher observe trois orientations sur le terrain : l'orientation dictatoriale et répressive du régime, les rêves de califat des djihadistes, et les manières de milliter des activistes révolutionnaires. La question pour la Syrie est aujourd'hui la nature de l'alternative. Le régime et les djihadistes vont dans le même sens, le premier insistant sur le fait qu'il n'y aurait pas d'autre alternative que les seconds. Les comités locaux ont débuté avec des expériences locales comparables à la démocratie participative à ses commencements en Amérique latine. L'Arabie saoudite et le Qatar en ont compris l'importance et l'enjeu. Dès la création de la coalition, M. Al-Sabagh a mis la main sur les comités locaux et exercé des pressions financières. Par un travail avec les Frères musulmans (F.M.), avec l'aide de la Turquie, l'action

des comités locaux qui émanaient de la volonté populaire a été entravée. La ville d'Alep a tardé pour entrer dans la révolution, mais beaucoup de jeunes se sont ensuite mobilisés. Ils ont créé des contacts avec les services publics, étaient prêts à les remplacer à la chute du régime. En 2012, l'ASL et d'autres groupes ont libéré une partie de la ville. Après des bombardements, l'exode de la population a rendu impossible toute organisation, mais les jeunes sont revenus. Les F. M., de l'étranger, ont alors créé une organisation de transition pour gérer le quotidien.

Les groupes armés islamiques ont mis en place un tribunal religieux qui est entré en conflit avec les comités locaux, des activistes ont été arrêtés. Une campagne « Basta ! » a eu lieu après le meurtre de Muhammad al-Qatta par al-Nusra². Là où le pouvoir se retire, al-Nusra et les groupes islamistes mettent en place tribunal religieux qui va dans le sens d'une gestion religieuse de la société. A Alep, l'ASL a chassé al-Nusra et une semaine après, le régime bombardait avec des barils de poudre. Le bras armé de la Turquie dans la région d'Idlib est Ahrar al Sham et al-Nusra. Il y a eu des confrontations entre eux et le Front de libération de Syrie, de l'ASL, non religieux.

Maria al-Abdeh évoque les mouvements féminins qui existent depuis les années 60. Il sont pour la plupart liés à des partis politiques de gauche, urbains, les classes populaires y sont peu représentées, sauf dans le cas des femmes kurdes. Mais en 2011, les femmes ont beaucoup participé à la révolution, avec leur propre système d'organisation. Leurs manifestations étaient souvent transcommunautaires. Elles ont élaboré des slogans, repris dans des graffitis, sur des pancartes, par exemple : « Je ne suis pas une tare qu'on cache », « Moi et toi, nous sommes les filles de la révolution », sous une image de deux femmes, l'une voilée, l'autre non. Il y a eu des brigades de femmes bien avant Kobané. 15300 ont été tuées. 4 réfugiés sur 5 sont des femmes et des enfants. Les femmes sont victimes aussi de la société patriarcale. Elles sont exclues des décisions sociales et politiques, mais elles agissent. En 2014 à Idlib, elles ont tissé un drapeau de 75m. Des lycéennes ont manifesté contre le vêtement noir que leur imposaient des groupes locaux. L'association « Women now » veut les armer d'outils culturels, politiques, économiques pour qu'elles deviennent des actrices de terrain. Elle a des centres dans la Ghouta, à Idlib, au Liban. Ses militantes ont

2. Muhammad al-Dalla était un vendeur de café âgé de 15 ans, exécuté pour blasphème en octobre 2013.

appris plus qu'elles n'ont apporté, selon Mariah. 5 millions d'enfants sont hors du système scolaire, et les organisations essaient une éducation alternative (Caravane magique ...).

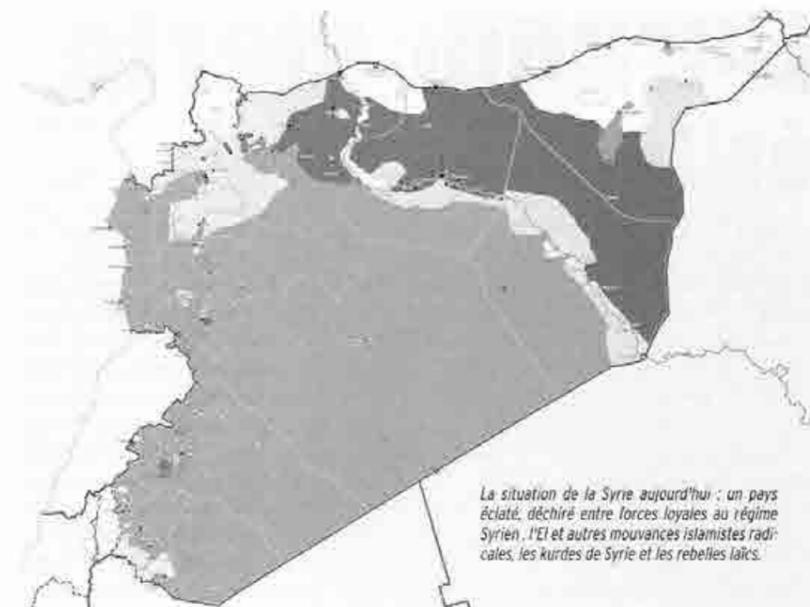
Parmi les questions débattues :

- L'accroissement du rôle de l'Iran va-t-il provoquer des contradictions dans ce qui reste de l'appareil d'al-Assad ?

La Syrie est occupée par des forces iraniennes, irakiennes et libanaises sous le contrôle d'officiers iraniens. L'Iran est allié avec les USA sur l'Irak. Cela peut jouer en faveur d'un accord, ou alors pour une carte blanche à l'Iran sur la Syrie...

- Les marges des mouvements féminins avant 2011 ?

Ils étaient tolérés puisqu'il fallait des militantes pour une Union féminine du régime, mais n'avaient rien obtenu, les crimes d'honneur étaient tolérés par la loi, un violeur pouvait épouser sa victime.



La situation de la Syrie aujourd'hui : un pays éclaté, déchiré entre forces loyales au régime syrien, l'Ei et autres mouvances islamistes radicales, les kurdes de Syrie et les rebelles laïcs.

- Les F. M. et les autres groupes islamistes ?

Les F. M. ont soutenu des groupes armés islamiques et ont empêché la construction d'une autre alternative. Actuellement, ils sont une courroie de transmission pour la Turquie et le Qatar. Pour M. El-A., Daech est composé de mercenaires qui ne l'ont pas rejoint pour des raisons idéologiques. Ahrar est un mouvement traditionnel populaire qui va trop loin mais est récupérable et ne dérange pas les populations locales. Il y a plus de soucis avec al-Nusra, dans une optique de prédication. S. K. ne veut pas diaboliser les F. M. Ils ont été exterminés dans les années 80, les intellectuels

syriens les ont snobés, méconnaissant la société conservatrice. Il y a des slogans très laïques, mais après les bombardements, c'est souvent « Il ne reste pour nous que toi, Dieu ». Les F. M. ne sont pas les mêmes dans tous les pays même s'ils ont le même nom. En Syrie, ils ont participé à l'écriture de la constitution de 1950, signé une charte au contenu proche des positions de mouvements religieux démocratiques en Europe et ailleurs. Ils se sont associés à la gauche syrienne pour la Déclaration de Damas, et ils présentent toujours des membres de différentes communautés sur leurs listes électorales.

S. A. F. évoque des pourparlers qui ont eu lieu en 2012 entre Ahrar al-Sham et al-Nusra à l'instigation d'al-Qa'ida. Al-Nusra considère les hommes de l'ASL comme des impies, au même titre que le régime. Les F. M. n'ont pas une stratégie nationale, mais internationale : une umma qui dépasse la Syrie.

- Quels seront les rapports de force si on arrive à un processus politique ?

Pour S. A. F., la situation politique est compliquée. On perçoit les prémices d'une idée : laisser le Nord à Daech. L'espoir viendra du sud. Plus de 4000 cadres du régime ont rejoint l'ASL. A Kobané, les effectifs de Daech ne dépassaient pas 300 personnes. Pour S. K., les opposants se tournent vers qui donne les armes et les moyens. Les soutiens aux groupes radicaux viennent surtout du Koweït. Concernant l'Arabie saoudite, le roi Abdallah ne contrôlait plus le pays, chaque prince faisait ce qu'il voulait. Salman a une légitimité plus forte. En France, le soutien du gouvernement français est le dernier rempart. Il y a très peu d'engagement de la société civile.

1. Alternative libertaire, CEDTIM, Collectif Urgence Solidarité Syrie, Emancipation, Ensemble, NPA, POPS, UJFP, Union syndicale Solidaires



Les nuages s'amoncellent au-dessus du Burundi, avec le troisième mandat du président Pierre Nkurunziza.

Burundi alerte : évitons le pire...

Le Burundi traverse des moments difficiles et fragiles après l'annonce de la candidature du président actuel Pierre Nkurunziza pour un troisième mandat illégal.

Dans le souci de se maintenir au pouvoir et de mater toute tentative contraire à sa volonté, le pouvoir en place à Bujumbura a créé et armée une milice dénommée Imbonerakure. Les propos de certaine autorité notamment du ministre de l'intérieur, de l'ancien patron des services des renseignements, du ministre de la sécurité montrent à suffisance qu'ils se trouvent à une étape de tolérance zéro pour ceux qui sont opposés au troisième mandat.

La répression des manifestations par la police et la milice a déjà fait plus de 500 morts, beaucoup d'arrestations des manifestants sans raisons valables. La dernière arrestation emblématique est celle de Pierre Claver Mbonimpa, président de l'APRODH et célèbre défenseur des droits de l'homme, qui a été arrêté par la police (SNR) à la maison de la presse sans respect de la procédure. Il a été libéré une journée après car le parquet n'avait délivré aucun mandat.

Il faut noter également la fermeture de la radio RPA à Bujumbura et à Ngozi ainsi que l'arrêt des émissions des radios Isanganiro et Bonesha à l'intérieur du pays parce qu'on leur a privé d'émetteurs au moment où la radio REMA FM du CNDD-FDD reste libre de diffuser dans tout le pays avec souvent des messages à caractère haineux, de manipulation ou de vengeance. La maison de la presse est également fermée parce qu'elle héberge des équipements servant dans la synergie des médias qui transmettait en direct les événements en rapport avec la manifestation.

Aussi, le harcèlement dont les défenseurs des droits de l'homme font l'objet. C'est notamment le cas des mandats d'arrêt émis à l'endroit du président de FOCODE, Pacifique Nininahazwe et du Président de FORSC Vital Nshimirimana pour avoir appelé les gens à manifester contre la violation de la constitution par le président actuel.

Dans le pays, il règne un climat de tension et de peur, une grande partie de la population est entrain de fuir vers les pays limitrophes comme le Rwanda. Les universités et les écoles secondaires

sont fermes et une partie des étudiants de l'université du Burundi a trouvé refuge à l'ambassade des Etats Unis. Dans certains endroits du pays, les sites des déplacés de 1993 sont gardés par les militaires.

La situation qui prévaut au Burundi nécessite des mesures fortes et urgentes, sinon le pire est à craindre. Des émissaires de haut niveau : Nations Unies, Union Africaine, Etats Unies, Union Européenne etc se sont relayés au Burundi sans parvenir à convaincre le président Pierre Nkurunziza de ne pas briguer un troisième mandat.

Ces mesures sont notamment :

1. Identifier les responsables qui encadrent et arment la milice imbonerakure ;
2. Le gel des avoirs de ses responsables à travers le monde ;
3. La suspension de la coopération militaire particulièrement de la police ;
4. Le lancement des mandats d'arrêts internationaux par la Cour pénale internationale.

N'oublions pas Gaza

La Bande de Gaza est partie intégrante de la Palestine : à Gaza comme en Cisjordanie et à Jérusalem, il n'y aura pas de solution sans la fin de l'occupation, la mise en œuvre des droits nationaux du peuple palestinien et l'application des différentes résolutions de l'ONU. Il n'empêche qu'il y a une question spécifique de Gaza.

La résolution 1860 du Conseil de Sécurité de l'ONU, adoptée en janvier 2009, soulignait « la nécessité de faire en sorte que les biens et les personnes puissent emprunter régulièrement et durablement les points de passage de Gaza ». Et pourtant, la population de Gaza vit toujours sous un blocus qui lui rend la vie impossible, qui détruit son économie et empêche toute circulation des personnes, que ce soit pour se soigner, aller à l'école, poursuivre ses études à l'étranger ou rencontrer sa famille.

Rappelons que le blocus économique de la Bande de Gaza a été mis en place en 2006 par l'Etat d'Israël après les élections palestiniennes, démocratiques et transparentes, qui ont vu la victoire du Hamas. Cette politique qui vise à couper Gaza du reste de la Palestine afin d'empêcher tout projet national palestinien (comme la colonisation de Jérusalem-Est) date du début des années 1990 et s'est accélérée depuis la 2ème Intifada. En violation des accords d'Oslo, la continuité territoriale avec la Cisjordanie n'a jamais été mise en place.

Au blocus illégal, se sont ajoutées dans cette période 3 agressions militaires majeures qui ont transformé le territoire en ruines. L'aéroport de Gaza fut détruit en 2002. Les déplacements et échanges commerciaux sont impossibles (le port de Gaza n'a jamais été construit), l'économie de la bande de Gaza est exsangue. L'industrie est anéantie, la pêche et l'agriculture quasi impossibles, car les attaques israéliennes contre les



pêcheurs et les fermiers qui tentent d'accéder à leurs terres sont très fréquentes. L'éducation est largement compromise par les destructions d'écoles et de matériel, l'impossibilité de circuler et de rejoindre des universités extérieures

Le bilan humain et matériel de l'agression israélienne de l'été dernier est accablant : environ 2150 morts, en grande majorité des civils dont un tiers d'enfants, plus de 11000 blessés dont beaucoup seront handicapés à vie, des destructions massives obligeant la population à vivre dans des conditions extrêmes. Des zones entières sont rayées de la carte, un coût de reconstruction évalué entre 4 et 6 milliards de dollars, les usines ont été détruites, 75% du bétail a été tué et 17 000 hectares de terres agricoles ont été dévastés. Plus de 100 000 Gazaouis ont perdu leur maison.

Près de 6 mois plus tard, un grand nombre d'entre eux sont encore hébergés dans des écoles de l'UNRWA ou vivent dans des abris de fortune, dans des tentes montées près des ruines de leur maison. Les conditions de vie sont extrêmement précaires, et les familles qui ont tout perdu ont été particulièrement affectées par la tempête Huda qui a sévi début janvier avec de fortes pluies et des températures glaciales : 4 bébés sont morts de froid.

L'électricité reste coupée 12 à 18 heures par jour. La population est également confrontée à une grave pénurie de gaz de cuisine : 40 tonnes de gaz sont entrées à Gaza en 10 jours quand les besoins quotidiens sont de plus de 300 tonnes. Pour 300000 Gazaouis c'est aussi l'approvisionnement en eau et les services d'assainissement qui sont inaccessibles. Et pour ceux qui ont accès à l'eau du robinet, elle reste impropre à la consommation dans 95% des cas. Le chômage a fortement augmenté pour atteindre des taux vertigineux de 70% et touche encore plus les jeunes de moins de 30 ans.

La reconstruction promise par la communauté internationale, insuffisante, voire politiquement inacceptable compte tenu des conditions imposées, reste lettre morte. Les points de passage restent hermétiques, les matériaux nécessaires à la reconstruction ne peuvent entrer.

La mise en place à Gaza de la réconciliation palestinienne bute devant l'énormité des obstacles à surmonter.

A cette catastrophe délibérément provoquée par l'occupation israélienne, l'humanitaire n'est pas une réponse adéquate. Il s'agit bien ici de politique et les Palestiniens l'affirment, qui exigent le respect de leurs droits nationaux et humains et la levée immédiate de ce blocus qui est une punition collective, en violation du droit international



A nous de contribuer à ce que le combat pour les droits des Palestiniens de Gaza ne soit pas oublié. A nous de rappeler la situation terrible que vit la population de Gaza, de faire découvrir la force de sa vie culturelle, associative, éducative, d'impulser des campagnes pour que le scandale de l'étranglement de cette population cesse.

A nous d'exiger de nos gouvernants qu'ils agissent notamment par des sanctions à l'égard d'Israël et la reconnaissance de l'Etat palestinien.

Renée Le Mignot co-présidente chargée des questions internationales

La vie de Mumia Abu-Jamal est toujours en grave danger !

Questions à Jacky Hortaut, co-animateur du Collectif français « LIBÉRONS MUMIA » qui rassemble une centaine d'organisations (dont le MRAP) et de collectivités territoriales.

Trois semaines après son « choc diabétique » à la limite du coma qui a nécessité son transfert de la prison à l'hôpital le plus proche, dans quel état de santé se trouve Mumia ?

Jacky Hortaut - Après seulement trois jours d'hospitalisation sans le moindre traitement, il a été retransféré à l'infirmierie de la prison. Son état est toujours très préoccupant car il n'a pas obtenu la possibilité d'être examiné par des médecins spécialistes et indépendants comme le réclament sa famille et ses proches.

Pire, suite à un recours de son avocat contre ce refus inhumain, la justice de Pennsylvanie vient d'interdire toute intervention médicale extérieure à la prison, y compris tout contact entre le médecin conseil choisi par Mumia et

l'infirmierie. Sa vie est donc plus que jamais en grave danger car il a besoin d'un traitement urgent et de soins appropriés.

Pourquoi cet acharnement ? Y-a-t-il un rapport avec les événements récents où des afro-américains ont été assassinés par la police dans plusieurs villes étatsuniennes ?

Jacky Hortaut - Depuis sa sortie du couloir de la mort en 2011 (grâce à la mobilisation internationale) et la commutation de sa peine en prison à vie, Mumia est l'objet d'une vindicte à peine dissimulée de la part de diverses autorités de l'Etat de Pennsylvanie.

Il est en effet en permanence sous les feux croisés, tant du procureur de Philadelphie que de l'administration pénitentiaire et de diverses associations policières qui n'ont jamais caché leur intention de tout faire, de façon discrétionnaire pour qu'il meure en prison. Faudrait-il donc accepter qu'à l'inhumanité de la peine de mort « légale » en Pennsylvanie, s'ajoute désormais

l'ignominie des basses œuvres extra-judiciaires si on le laissait mourir faute de soins ?

C'est la question que se pose légitimement sa famille, ses proches et ses avocats eu égard au refus de l'administration de la prison de prendre la mesure de la gravité de son état. Les assassinats à répétition de jeunes afro-américains par la police s'inscrivent dans la même logique d'élimination raciste, la plupart de ces crimes étant couverts par les autorités politiques et classés sans suite par la justice.

Que peut-on faire pour soutenir Mumia ?

Jacky Hortaut - Il faut se mobiliser pour protéger sa vie en interpellant l'Ambassadrice des Etats-Unis à Paris et le Gouverneur de Pennsylvanie.

Pour ce faire, vous disposez de toutes les informations utiles sur le site internet du Collectif Français de soutien à Mumia dont le MRAP est historiquement membre : www.mumiabujamal.com

Au-delà de cette urgence, c'est le combat pour sa libération qui doit se poursuivre car il est insupportable que cet homme qui n'a jamais pu défendre son innocence soit en prison depuis plus de 33 ans, dont plus de trente passés dans l'enfer du couloir de la mort. Une délégation française se rendra prochainement aux Etats-Unis pour lui rendre visite et y rencontrer ses soutiens.

Ce sera l'occasion de réaffirmer la solidarité qui doit s'amplifier pour le sauver, comme tous ceux qui, comme lui, sont victimes du racisme d'Etat et privés de liberté du fait de la couleur de leur peau.



Stop aux naufrages et disparitions de migrants en mer

Couché.e.s par terre place Kléber et habillé.e.s en noir pour symboliser les réfugiés et autres migrants morts en Méditerranée. Cela de part et d'autre de la banderole de 100 m de long qui donne les noms des 17 306 personnes décédées en voulant franchir la mer de fin 1993 à fin 2012. Depuis le début de 2014 plus de 1 600 hommes femmes et enfants ont été engloutis. Ci-dessous l'appel commun.

Stop aux naufrages et disparitions de migrants en mer

23 avril 2015, 10:14

Les milliers de migrants morts en mer sont une conséquence de la politique migratoire de l'Union Européenne. Ces migrants sont des hommes, des femmes, des enfants qui fuient des pays comme l'Erythrée, la Libye, la Syrie, ou encore la Palestine, des zones de conflit ou des pays où les droits humains sont bafoués.

Nous dénonçons :

- Une Europe aveuglée par l'obsession sécuritaire, dont le principal objectif est d'empêcher les personnes d'accéder à son territoire, avant celui de sauvetage et de protection.
- La sous-traitance de la politique migratoire européenne aux pays de l'autre rive de la Méditerranée qui se traduit par des atteintes graves aux droits de l'homme et à la dignité humaine.
- L'égoïsme et l'hypocrisie des états européens qui n'ont pas voulu aider l'Italie pour que l'opération Mare Nostrum se poursuive.

Nous militons :

- Pour l'ouverture d'une voie légale pour les demandeurs d'asile.

- Pour l'obligation du secours en mer.
- Pour une Europe solidaire dans laquelle l'ensemble des membres prend ses responsabilités et respecte ses obligations internationales.
- Pour la suppression de l'agence Frontex qui est pour partie responsable des naufrages répétés en Méditerranée.
- Pour le droit de circuler librement.

Pour enrayer l'hécatombe, il faut inverser la logique d'une Europe forteresse et permettre la mobilité internationale, autoriser l'accès au territoire européen et respecter les règles de protection internationale.

Nous demandons aux parlementaires européens de regarder avec vigilance les actions de Frontex et d'exercer leur contrôle démocratique.

Pour une Méditerranée solidaire, Pour la Liberté de circulation. Contre la violation du droit international.

DEUX MOBILISATIONS À STRASBOURG

Venez, habillés en noir,

• **Samedi 25 avril à 15h place Kleber à Strasbourg pour exprimer votre refus d'une Europe forteresse et dire stop aux naufrages en Méditerranée** <https://www.facebook.com/events/886499008080315/>

• **Mardi 28 avril à 18h au Parlement Européen pour dénoncer les naufrages de la honte.**

75 % des migrants qui meurent dans le monde, meurent en Europe ! <https://www.facebook.com/events/879976508731023/>

Cette action est réalisée par un collectif d'organisations :

- Amnesty International Alsace,
- ATMF Association des Travailleurs Maghrébins de France,
- ATTAC Strasbourg,
- l'ASTU,
- Amsed,
- Artisans du Monde,
- Calima,
- La CARES Coordination des résidents étrangers de Strasbourg,
- CCFD-Terre Solidaire,
- Cercle du silence-Strasbourg,
- La CIMADE,
- Collectif judéo-arabe et citoyen pour la Palestine,
- Collectif d'ailleurs nous sommes d'ici, Colecosol,
- Collectif Justice et Libertés,
- Emmaüs Centre Alsace,
- Europe Ecologie les Verts,
- La Pastorale des Migrants,
- Les voix Libres,
- MRAP (Comité de Strasbourg),
- NPA67,
- OXFAM,
- PCF 67,
- Parti de Gauche 67,
- TEJE travailler ensemble jeunes et engagé-e-s,
- UJFP-Alsace,
- Watch the Med ALARM PHONE,
- Europe Cameroun Solidarité,
- Wietchip,
- Femmes du 3^{ème} Millénaire,
- Alsace - Syrie,
- Les femmes en noir,
- La Vie Nouvelle,
- Les Amis du Monde Diplomatique,
- AIPPP,
- Coordination de l'Appel de Strasbourg,
- CIVIMED Initiatives.



Une invasion ? Quelle invasion ?



De temps à autres, une énorme catastrophe en Méditerranée, comme en avril, fait la une des journaux. Cela rompt le silence assourdissant et honteux qui accompagne une des pires situations du monde : depuis 15 ans, ce sont au moins 25 000 personnes (recensées ...) qui ont perdu la vie en tentant de franchir ce « mur » invisible mais terrible.

Ces coups de projecteur ébranlent quelques consciences, donnent lieu à quelques gesticulations diplomatiques sans conséquences concrètes, mais surtout sont l'occasion de renforcer une rengaine qui est à la base des réactions xénophobes d'une partie des populations européennes : nous faisons face à une invasion « ingérable », « incontrôlable » ... Même les militants antiracistes et humanitaires, submergés par l'ampleur de la tâche quotidienne d'accueil des étrangers en difficulté, finissent parfois par partager, pour s'en désoler, cette impression de déferlement et cette envie de contrôle. Il faut déconstruire ce mythe.

L'Europe peu concernée !

Partout on affiche des effectifs, sensés être effrayants, de migrants clandestins arrivés en Europe, principalement par la Méditerranée. En fait, en 2014, l'agence européenne Frontex en a recensé 274 000. Mais ce qu'on oublie de raporter en même temps, c'est que l'Union Européenne, c'est 507 millions d'habitants, et donc que cette invasion représente un apport ... de 0,05 % ! C'est en effet ingérable...

Et on entend comme une rengaine, l'immortelle phrase de Rocard : la France ne peut pas accueillir toute la misère du monde, mais doit en prendre sa part. Sa part ? La majorité de ces migrants sont des victimes de guerres ou de régions du monde notoirement invivables, qui génèrent des millions de réfugiés : Syrie, Éthiopie, Érythrée ... Pour la seule Syrie, on avance le chiffre de 4 millions d'exilés. Où sont-ils ? Massivement en Jordanie, en Turquie, au Liban : ce petit pays en héberge 1,5 M. Et l'Europe, elle, en accueille un

nombre dérisoire : la France se ridiculise en en affichant glorieusement 500, l'Allemagne 5 000 et seule la Suède accorde automatiquement l'asile aux Syriens qui arrivent chez elle.

Pendant ce temps, ce sont les pays voisins des conflits, souvent démunis eux-mêmes, qui accueillent l'essentiel des réfugiés. Dans le classement du HCR, les pays qui comptent le plus de réfugiés sont de loin le Pakistan et l'Iran.

Et pourtant, pendant ce temps, l'Europe est la région du monde qui connaît la plus faible pression démographique : seule l'Irlande et la France ont un solde naturel (naissances/décès) positif, les autres ne maintiennent péniblement leur population que grâce aux migrations. Et encore pas toujours : 13 des 28 pays de l'UE ont un solde démographique global négatif !

Et la France ?

Là encore, halte aux fantasmes ! Les chiffres sont en réalité d'une éton-

nante stabilité. Selon le Ministère de l'intérieur, sur les dix dernières années et de façon relativement stable, on constate l'attribution annuelle d'environ 200 000 titres de séjour. En tenant compte des départs, on a un solde net de quelque 100 000 immigrés par an, soit 0,2 % des 66 millions d'habitants. Et dans ces 200 000 titres, il faut compter en moyenne 60 000 étudiants. Viennent ensuite les regroupements familiaux (de 80 à 90 000), les migrations économiques (autour de 20 000), entre 17 et 20 000 titres humanitaires (réfugiés) et 10 000 titres divers.

Mais les sans papiers, diront certains ? Là encore, depuis des années, les différentes sources officielles ou associatives s'accordent sur un « stock » relativement permanent de 300 à 400 000.

Sur le long terme aussi, la stabilité est étonnante : on compte actuellement 5,5 M d'immigrés (au sens de nés à l'étranger de parents étrangers), soit 8 %, à peu près le même pourcentage que depuis 40 ans. Et 40 % d'entre eux sont des Européens.

Le nombre d'étrangers est naturellement très inférieur, puisqu'un immigré naturalisé devient français mais reste un immigré jusqu'à sa mort. Au rythme moyen de 60 000 naturalisés par an, on compte donc 3,2 M d'étrangers, soit entre 5 et 6 % de la population. La même chose qu'en ... 1930 !

On voit donc le caractère profondément raciste de ceux qui sont, à des degrés divers, contaminés par la théorie (ou simplement le sentiment diffus) d'un « grand remplacement ». Cette théorie ne tient en effet que si on limite la qualité de français à ceux qui le sont « par le sang », les autres n'étant, plus ou moins, que des « français de papiers ».

Et cela pendant combien de générations ? Jean-Marie Le Pen, lui, vient de rappeler, dans cette sorte de testament qu'il a confié à Rivarol, qu'il était français depuis mille ans. Bravo ! Mais c'est un peu exagéré, la Bretagne n'ayant été rattachée à la France qu'en 1514 ...

Un seul monde

Voilà ce qu'il faudrait oser imaginer, et ce qu'il faudra bien construire un jour : un monde unique où les

hommes circulent et s'installent librement là où ils veulent. Pour éviter de réfléchir à cette perspective, on polarise les regards sur des problèmes périphériques sans proportion avec l'ampleur du problème.

Ces migrations dramatiques en Méditerranée seraient dues aux passeurs ? Bien sûr, des mafias criminelles exploitent honteusement la situation. Mais quelle situation ? Celle d'un monde où des hommes sont contraints à la seule perspective de migrer et où d'autres régions font tout pour les repousser. Cette situation, les passeurs l'exploitent, ils ne la créent pas. Et plus on érige des « murs », plus on rendra indispensable et inévitable cette industrie ignoble du passage. Prétendre lutter contre les passeurs est non seulement vain mais parfaitement hypocrite.

Tout aussi absurde est la mise en avant de la situation en Lybie. Si le vide étatique dans ce pays offre actuellement une opportunité au passage en direction de l'Italie, ce n'est évidemment pas la cause profonde, et selon les périodes, d'autres opportunités peuvent exister.

Il y a quelques années, les traversées tragiques étaient majoritairement dans le détroit de Gibraltar ou entre le Sénégal et les Canaries. En 2014, Frontex a compté 170 000 arrivées par mer en Italie, mais aussi 50 000 en Grèce, en provenance de Turquie, la mer Égée connaissant les mêmes drames moins médiatisés. Et depuis des années, le terrible mur entre le Mexique et les États Unis est tout aussi meurtrier : c'est à cause de la Lybie ?

La réalité, c'est que rien ni personne n'a jamais empêché ceux qui ne peuvent plus ou ne veulent plus vivre chez eux de chercher ailleurs un autre avenir, à n'importe quel prix. Pour spectaculaire et douloureux que soit ce phénomène, il ne faut d'ailleurs

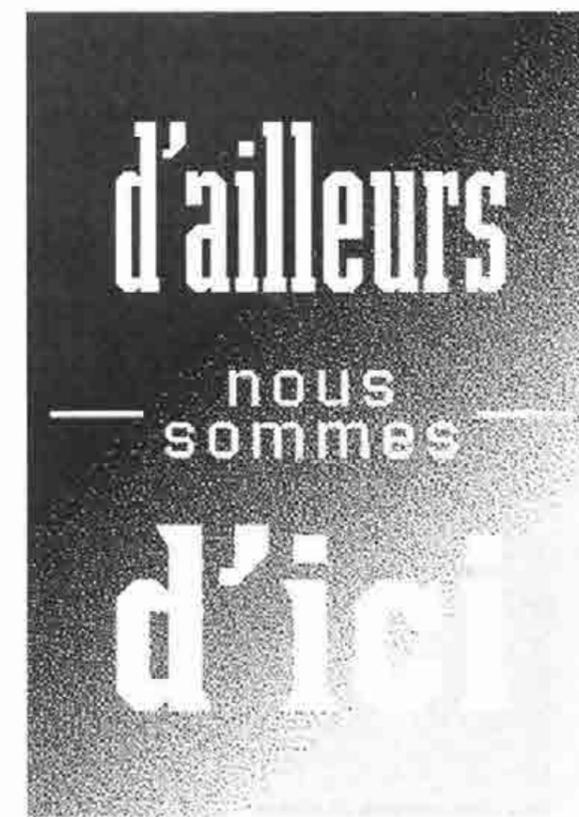
pas croire qu'il bouleverse la géographie de l'humanité : l'ONU compte actuellement 220 M de migrants dans le monde, c'est à dire 3 % des 7 Mds que nous sommes, dont la moitié seulement se trouvent dans les pays de l'OCDE (les 28 pays les plus riches).

Et il n'est pas sûr que la liberté de circulation et d'installation que prônent nombre d'associations, dont le MRAP, changerait significativement ces masses.

Bien au contraire, de plus en plus de chercheurs pensent que la répression ne modifie pas réellement les mouvements de population. L'ouverture des frontières (dans un premier temps la facilitation des visas) éviterait simplement le caractère dangereux et inhumain que prennent actuellement ces mouvements.

Elle éviterait aussi que des peuples construisent des fantasmes d'invasion qui les amènent à se dresser les uns contre les autres, au lieu de construire ce qui sera inévitablement le « village planétaire ».

Jean-François Quantin





Formation à Lille sur les Discriminations

Le MRAP Nord - Pas de Calais vient de mettre en place une "cellule régionale de coordination et de suivi des cas de racisme et de discrimination".

Pilotée par des militants du MRAP de Lille et de Tourcoing, son objectif est de former des bénévoles, de créer

un véritable réseau aux approches et compétences multiples (juridiques, mais aussi psycho-sociales, institutionnelles...), et d'apporter, après une phase d'écoute et d'orientation, des réponses individualisées aux victimes de racisme et de discriminations raciales.

Le samedi 11 avril dernier, a eu lieu la première initiative publique de cette cellule régionale, avec une journée de formation et de mobilisation, en présence d'adhérents du MRAP, mais aussi d'acteurs associatifs ou institutionnels de la lutte contre les discriminations. Parmi les intervenants, Michèle FOUGERON, membre du bureau national du MRAP, chargée de la lutte contre les discriminations et Laurence PERUPIROTTE, déléguée du défenseur des droits.

Au-delà de ces apports "théoriques" - mais néanmoins militants -, plusieurs témoignages de victimes ont contribué à donner de la "chair" à cette journée : l'émotion, la souffrance, les sentiments d'injustice et surtout d'impunité exprimés, sont venus rappeler, s'il en était besoin, que la question des discriminations raciales reste toujours dramatiquement d'actualité et, sans réelle prise compte par les pouvoirs publics, menace toujours plus la cohésion sociale et le vivre ensemble".



Manifestation du 21 avril 2015 contre le racisme à Strasbourg



Ont appelé à la manifestation avec le collectif Justice et Libertés les organisations :

AMD (Amis du Monde Diplomatique) - APK (Amis du Peuple Kurde) - ATTAC Vosges du Nord - CJACP (Collectif Juéo Arabe et Citoyen pour la Palestine) - Comprendre et s'engager - DAL 67- FSU (Fédération Syndicale Unitaire) - Laïcité d'accord! - MRAP Strasbourg- PCF (Parti Communiste Français- Fédération du Bas-Rhin) - PG (Parti de Gauche) - Ras l'front- SNES FSU- SNUEP FSU - SNUIPP FSU - Théâtre du Potimarron - UJFP (Union Juive Française pour la Paix) - SE UNSA 67 - UD UNSA 67 (Union Nationale des Syndicats autonomes) - UNSA éducation - CARES - Europe Cameroun Solidarité - Wietchip- Femmes du 3^{ème} Millénaire - La Lune (association de lesbiennes féministes de Strasbourg) - CCFD Terre solidaire - Sud éducation Alsace - Solidaires Alsace. D'autres organisations se sont jointes au collectif en toute fin de mobilisation.

A aussi appelé à la manifestation le Collectif D'ailleurs nous sommes d'ici avec les organisations suivantes : Association Alsace-Syrie - ATMF 67 - Attac Strasbourg - Attac Vosges du Nord - Calima - CGT Pôle Emploi Alsace - Ensemble ! 67 - Jeunes Écologistes d'Alsace - NPA 67- UEC67 - JC67 - PCOF67.



D'autres associations étaient présentes telle l'ASTU

Des conseillers municipaux et des personnalités du PS étaient présentes, au moins avant le départ, telles Monsieur Robert Herrmann Président de l'Euro-métropole, Madame Mine Günbay, adjointe au Maire, Monsieur Richard Sancho Andreo.

Des militantes et des militants d'autres organisations étaient présent-e-s aussi.



La manifestation vue par les Dernières Nouvelles d'Alsace du 22 mars 2015.

La photo a été prise lors de la lecture du communiqué national du MRAP avant le départ de la manifestation. Les représentants des deux collectifs ont aussi pris la parole.

Merci aux divers photographes.

Alfred Zimmer, président du comité de Strasbourg du MRAP.



Le MRAP a réalisé fin 2014 une exposition en 5 panneaux sur l'accès des jeunes à la nationalité française : très peu de texte et une illustration ludique pour accrocher l'attention des jeunes. Les dossiers traités dans les permanences ont permis de constater beaucoup d'ignorance sur les procédures, notamment pour l'anticipation à partir de l'âge de 13 ou 16 ans.

L'objectif est de disposer d'un outil pédagogique à proposer aux collègues et lycées,

L'accès des jeunes à la nationalité française : une exposition du MRAP

mais aussi à d'autres structures : maisons des jeunes, de quartier, centres sociaux, pôles jeunes... Deux stagiaires, étudiants en intervention sociale, ont lancé en mars le projet à titre expérimental sur Paris et la Seine-St-Denis. Les courriers adressés aux établissements et structures ont obtenu un accueil encourageant, qui indique un réel besoin d'information : des collèges, des lycées professionnels, des centres d'animations, des centres sociaux, des foyers de jeunes travailleurs ou d'étudiants ont déjà programmé l'exposition, qui a permis des échanges nombreux avec les jeunes lors de sa présentation. Le schéma d'intervention proposé est le suivant : exposition pendant 2 semaines dans un lieu de passage (CDI ou autre), puis permanence d'un militant pour recevoir individuellement les jeunes et répondre aux questions personnelles qu'ils peuvent se poser. Mais lors de l'entretien initial, il évolue en fonction des besoins, des projets, du public de la structure : de

la simple exposition à la présentation à des groupes d'élèves, jusqu'au débat sur le thème de l'accès à la nationalité. Deux arguments ont été mis en avant pour présenter cette initiative : l'obligation faite par la loi aux établissements scolaires et autres structures d'informer les jeunes de leurs droits et le récent agrément « *Éducation nationale* » du MRAP. Une réunion d'information a réuni le 17 avril une dizaine de militants, surtout du 93, pour permettre la poursuite du projet. Tous les comités sont invités à se saisir de cette initiative et à l'adapter : elle permet aussi d'entrer en contact avec des structures et des établissements scolaires où le MRAP n'a jamais encore mené d'activités. Des réunions peuvent être organisées à la demande des comités et fédérations. Une plaquette explicative est en cours d'élaboration et sera disponible dès octobre.

Michèle Fougeron

Cultivons la paix avec le mrap-vitrolles ! À la découverte du Musée national Picasso de Vallauris¹

*<http://www.vallauris-golfe-juan.fr/La-Guerre-et-la-Paix-1952.html?lang=fr>



17 avril 2015 : nous voici en route pour le château-musée de Vallauris dans les Alpes-Maritimes. C'est une étape importante: aujourd'hui deux classes du collège Henri Bosco de Vitrolles vont découvrir Picasso, le maître ! Une élève d'ailleurs n'y croit pas : « C'est vrai ? on va voir de VRAIES œuvres !!! ». Mais oui, « La guerre et la Paix », 2 grands panneaux de 10 mètres sur 4,70 mètres, composés de 18 plaques d'isorel vissées sur une armature en bois courbe, une prouesse technique pour s'adapter à la voûte en plein cintre de la chapelle sécularisée qui abrite l'œuvre. Un choix fait par Picasso en 1959, afin de plonger le spectateur dans une atmosphère hors du temps et communiquer à son message pacifiste un caractère universel.

Pourquoi Picasso?

La classe de 3^{es}, hispanisante, est sensibilisée depuis novembre 2014 à des thématiques citoyennes grâce à l'implication forte de son professeur d'espagnol, madame Sophie Iacono : lors de la journée internationale des droits de l'Enfant en novembre 2014, les élèves ont vu en V.O. « *Les petites voix* » (Jairo Eduardo Carrillo)², séance au cinéma

« *Les Lumières* » proposée et financée par le MRAP. Ce film d'animation traite avec émotion du malheur d'enfants pris dans la guerre civile en Colombie. Petit à petit une réflexion sur la nécessité de la paix s'est ancrée dans les esprits, en lien avec le programme d'Histoire de 3^e qui traite des conflits et génocides du XX^e siècle.

Étapes en mars 2015, pour la journée internationale contre la discrimination raciale : une séance de cinéma, « *Les héritiers* » (Marie-Castille Mention-Schaar)² et une visite-atelier au camp mémorial des Milles³, financées par le MRAP et préparées avec le professeur d'Histoire, Guillaume Estève. A ce stade, découvrir une œuvre engagée de Picasso s'est imposé. Nous avons voulu que soient associés à la sortie des élèves de 3^e SEGPA que leur parcours isole parfois à l'intérieur des collèges, et leur professeur, Renaud Maria.

Le Musée national Picasso et le Musée Magnelli, au château de Vallauris

Nous voici donc tous, collégiens, professeurs et deux militants, le souffle court devant les grandes compositions

de la chapelle : « *Guerre et Paix* » mais aussi « *Les quatre parties du monde* », quatre silhouettes de différentes couleurs unies sous la fameuse colombe créée par Picasso.

Stéphanie Chauveau, médiatrice du musée, met l'accent sur les couleurs dominantes, l'azur de la paix, le noir de la guerre, le rouge du sang versé, et nous montre comment l'artiste a voulu attirer notre attention sur la fragilité de la paix : dans une scène joyeuse où tout semble possible, s'insinuent en effet les couleurs sombres de la guerre... Le rappel d'une nécessaire vigilance !

Cette belle journée s'est achevée sur un atelier de linogravure, technique totalement inconnue des adolescents et finalement pas si difficile. Elle a servi pour des affiches de propagande lors de la seconde guerre mondiale, affiches dont deux ont été étudiées préalablement en cours d'espagnol. Picasso, lui, l'a utilisée à Vallauris pour de magnifiques compositions, épurées, en trois couleurs (beige, brun, noir) présentes dans le Musée Magnelli. A partir de motifs relevés dans « *La guerre et la Paix* » - la colombe de la paix, la chouette de la sagesse, l'enfant au sein... - nous avons exercé notre créativité sur des pièces de linoléum en format A5.

Et maintenant ? Garder à l'esprit le message de Picasso : la justice, l'amour, la culture, la créativité sont autant de boucliers qui entravent la marche des corbillards

Sans oublier, pour finir sur une note enchantée : un déjeuner "Tapas" cuisiné au collège par les talentueux élèves de la SEGPA et un musée dans la classe créé par les collégiens hispanisants, chacun proposant un "cuadro" que representa la paz⁴.

Evelyn Verlaque, MRAP-Vitrolles
Raphaël Bianchi, photographe

13 juin 2015 à Paris Les banlieues et les médias : fabrique de préjugés ?

Retenez dès à présent cette date du 13 juin ! Dans le cadre des Rencontres du MRAP, un colloque réunira à Paris universitaires et journalistes pour débattre de cette question. Il aura lieu à l'AGECA, 177 rue de Charonne. Le déplacement d'un militant par comité sera pris en charge.

Présentation

Les préjugés sont le terreau de la discrimination, du rejet de l'autre. Le MRAP s'est fixé pour objectif de mieux comprendre - pour mieux agir contre toutes les formes de racisme - comment se construisent, se propagent, s'ancrent dans l'imaginaire collectif ces cancrs de la pensée.

Ce colloque vise à nourrir la réflexion pour lutter plus efficacement contre l'incompréhension entre les banlieues - où est assignée la majorité des populations immigrées - et les « autres », incompréhension qui génère fracture sociale et violences. Au cours des 10 dernières années, le rôle des médias dans la construction et la diffusion des préjugés a été analysé notamment à travers l'image des banlieues que construisent les médias écrits, radiophoniques ou télévisuels depuis les « émeutes de 2005 », le sujet est récurrent. Les critiques n'ont pas

manqué jusqu'à susciter l'expérience du Bondy Blog qui depuis dix ans maintenant s'est imposé dans le paysage médiatique, Internet puis sur les chaînes LCP, LCI... Ces études ont surtout porté sur la télévision, média dominant, et ses émissions d'information, JT et magazines. C'est ce média qui sera interrogé au cours de cette journée : des sociologues, des journalistes de divers magazines, le médiateur de France 2, sont invités à dialoguer entre eux et avec le public : le regard a-t-il changé ? ou bien ces propos de Gérard Mauger sont-ils toujours d'actualité : « *Ce que Pierre Bourdieu disait des paysans - "ils ne parlent pas, ils sont parlés" - vaut-il a fortiori pour les jeunes des cités.* » ?

Programme

9h15 : Accueil du MRAP
9h30 - 10h : Une banlieue réinventée : Jérôme BERTHAUT, Docteur en sociologie, URMIS, auteur de *Les banlieues du 20h*
10h - 10h15 : le point de vue de Nicolas JACOBS*, médiateur de France 2.
10h15 - 10h45 : échange avec la salle
10h45 - 11h : pause
11h - 11h30 : Qui sont les interlocuteurs des médias ? Julie SEDEL, Docteur en sociologie,

Maître de conférences en Science politique et sociologie à l'Université de Strasbourg, chercheuse au GSPE, auteure de *Les médias & la banlieue*.

11h30 - 12h : échange avec la salle
Pause déjeuner

14h - 14h30 : Le traitement médiatique des « émeutes de 2005 » : Gérard MAUGER, directeur de recherches au CNRS, CSE-EHESS, auteur de *L'émeute de novembre 2005*

14h30 - 15h : Un autre regard sur les banlieues : Hanane Kaddour*, journaliste au Bondy Blog, Aladine ZAÏANE*, journaliste au Bondy Blog et sociologue.

15h - 15h30 : échange avec la salle
15h30 - 16h30 : table ronde : *banlieues « hors sol »*, *banlieues réelles* : Jérôme ROBINE (*Les ghettos de la nation*) - Marie Christine CER-RANTO-DEBENEDETTI* (chercheuse associée DESS de sociologie appliquée au développement social, Université Lyon II) - Jérôme BERTHAUT - Julie SEDEL - Aladine ZAÏANE*
16h15 - 16h45 : échange avec la salle
16h45 - 17h : conclusions du MRAP : Comment agir ?

*http://www.mrap.fr

¹ http://www.allocine.fr/film/fichefilm_gen_cfilm=183953.html

² http://www.allocine.fr/film/fichefilm_gen_cfilm=224589.html
³ www.campdesmilles.org

mrap

Garder à l'esprit le message de Picasso :

la justice,
l'amour,
la culture,
la créativité
sont autant
de boucliers
qui entravent
la marche
des corbillards

